

MIGRATION NETTE ET DENSITÉ : LA FRANCE DE 1954 À 1990

La publication des premiers résultats du recensement de 1990 nous permet de dresser une vue rapide de l'évolution du peuplement français depuis le début des années 50. Nous relierons ici une caractéristique, assez rarement prise en compte par les démographes, la densité de peuplement, à la migration nette des mêmes zones. Ce rapprochement a, en fait, été tenté avec succès par des géographes de la population ([1], [4]), qui ont montré son utilité pour caractériser les phénomènes de déconcentration urbaine des années 1970 et 1980. Ils travaillaient cependant sur un découpage le plus souvent unique et assez grossier des pays considérés (22 régions de programme pour la France).

Nous précisons ici ces résultats en utilisant des découpages de divers types et en étendant l'observation sur près de quarante ans. Nous utiliserons d'abord un découpage en départements⁽¹⁾, que nous distinguerons en partie urbaine et partie rurale. Nous verrons ensuite ce qui se passe pour des unités urbaines de tailles différentes, pour dégager enfin la cohérence des évolutions vues au travers de ces différents découpages.

Une première analyse par département

Les nuages de points représentant la migration nette en fonction de la densité, révèlent un phénomène de saturation pour les départements les plus densément peuplés. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi d'utiliser les logarithmes des densités qui conduisent à une relation plus linéaire et à une meilleure corrélation entre les deux variables.

Les corrélations entre taux annuel de migration nette et logarithme de la densité des départements sont portées sur la figure 1 selon les cinq périodes intercensitaires de 1954 à 1990. Cette corrélation initialement positive devient nulle pour la période 1968-1975, puis assez fortement négative entre 1975 et 1982 pour le rester au cours de la dernière période intercensitaire, avec cependant une importance moins grande. C'est donc un processus de déconcentration de la population que montre cette évolution. Il est apparu au recensement de 1982 [4] et conduit à une attraction migratoire d'autant plus forte que le département est moins densément peuplé.

Pour mieux caractériser ces diverses relations, nous avons effectué des analyses de régression linéaire. Le tableau 1 porte les coefficients estimés pour diverses périodes. On peut vérifier que ces droites de régression tournent approximativement autour d'un point dont l'abscisse correspond à la densité moyenne de la France (autour de 100 habitants au km²) et dont l'ordonnée correspond à un solde légèrement positif. Ce sont les départements dont la densité est supérieure à celle de la France qui voient leur migration nette diminuer au cours du temps et devenir négative en 1975-1982, pour entamer un mouvement en sens inverse lors de la dernière période intercensitaire. Les départements les moins denses suivent une évolution parfaitement opposée.

⁽¹⁾ Nous excluons de cette analyse la Corse dont la qualité des recensements ne permet pas la prise en compte.

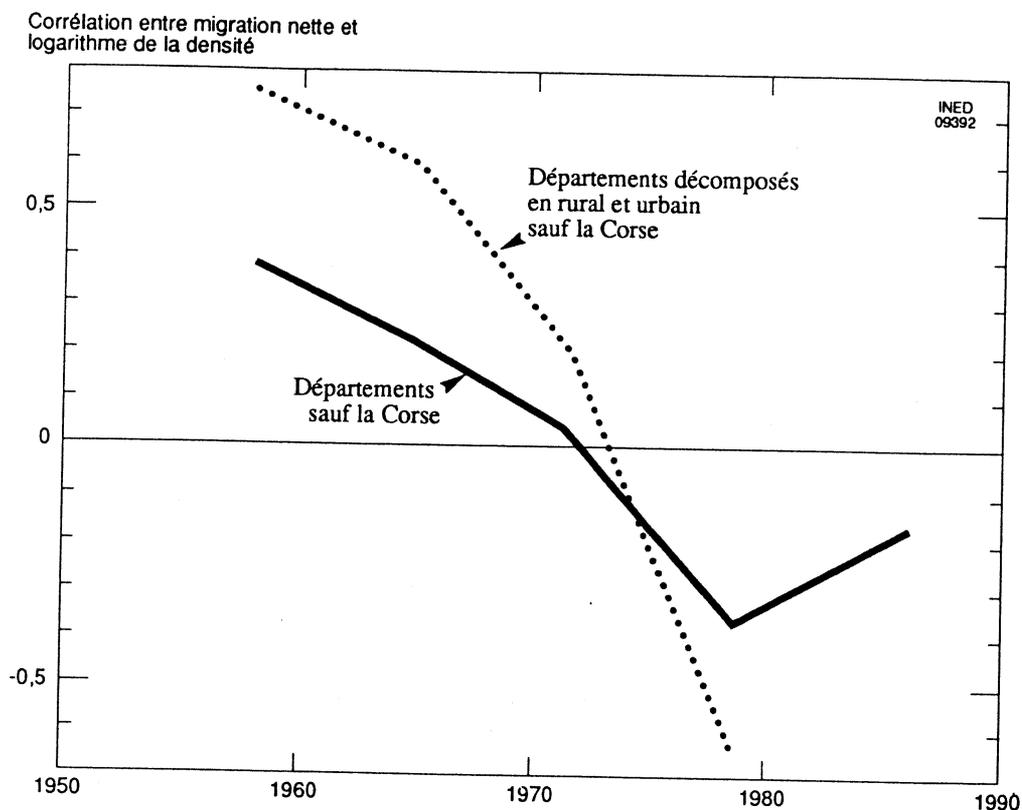


Figure 1. – Corrélations entre la migration nette et le logarithme de la densité pour les départements décomposés ou non en partie rurale et urbaine (1954-1990)

Il est intéressant de décomposer ces départements en partie urbaine et en partie rurale. La figure 1 porte également les corrélations entre migration nette et logarithme de la densité pour l'ensemble de ces zones dans le découpage rural-urbain en vigueur lors de chaque recensement⁽²⁾.

Le mouvement observé sur les départements est encore plus accentué, entraînant une forte corrélation positive en 1954-1962 (+ 0,755) qui devient fortement négative en 1975-1982 (- 0,635). Nous ne disposons pas encore des résultats de 1990, mais on peut penser qu'ils marqueront un retour à une corrélation moins fortement négative. Nous avons également porté dans le tableau 1, les coefficients des régressions linéaires estimées. L'examen des droites correspondantes (figure 2) montre encore mieux que pour les départements leur rotation d'un recensement au suivant, autour d'un point fixe proche de celui que nous avons identifié plus haut : une densité de 150 habitants par km² et une migration nette de 0,4 % par an environ.

Une seconde analyse par taille d'unités urbaines

Considérons maintenant un découpage en rural et unités urbaines, de tailles croissantes (moins de 5 000, de 5 000 à 9 999, de 10 000 à 19 999, de 20 000 à 49 999, de 50 000 à 99 999, de 100 000 à 199 999, de plus de 200 000 habitants, hormis l'agglomération parisienne qui constitue la huitième classe de villes).

(2) Cela est le cas pour tous les recensements de la période, à l'exception de celui de 1968, pour lequel les densités et les superficies du rural et de l'urbain n'ont pas été publiées par l'INSEE dans le volume *Villes et agglomérations urbaines*. C'est la raison pour laquelle nous avons utilisé pour ce recensement le découpage défini en 1975, pour lequel on disposait de ces densités.

TABLEAU 1. — COEFFICIENTS DE RÉGRESSION DE LA MIGRATION NETTE EN FONCTION DU LOGARITHME NÉPÉRIEN DE LA DENSITÉ DES ZONES, POUR LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS, SAUF LA CORSE, PRIS DANS LEUR ENSEMBLE OU DISTINGUÉS EN PARTIE RURALE ET EN PARTIE URBAINE (1954-1990)

	1954-1962	1962-1968 ⁽¹⁾	1968-1975	1975-1982	1982-1990 ⁽²⁾
Ensemble des départements (sauf la Corse)					
Constante	- 1,202*	- 0,312	0,202	1,004***	0,519*
Logarithme de la densité	0,748***	0,401*	0,038	- 0,401***	- 0,182*
R ²	0,146	0,045	0,001	0,132	0,032
Départements distingués en parties rurale et urbaine (sauf la Corse)					
Constante	- 2,724***	- 2,073***	- 0,259	2,463***	-
Logarithme de la densité	1,440***	1,201***	0,278**	- 0,985***	-
R ²	0,565	0,359	0,043	0,405	-

(1) Données du recensement de 1968 dans le découpage rural/urbain de 1975.
(2) Données non encore disponibles pour les départements distingués en rural et urbain.

* résultats significativement différents de zéro au seuil de 10 %
** résultats significativement différents de zéro au seuil de 1 %
*** résultats significativement différents de zéro au seuil de 1‰.

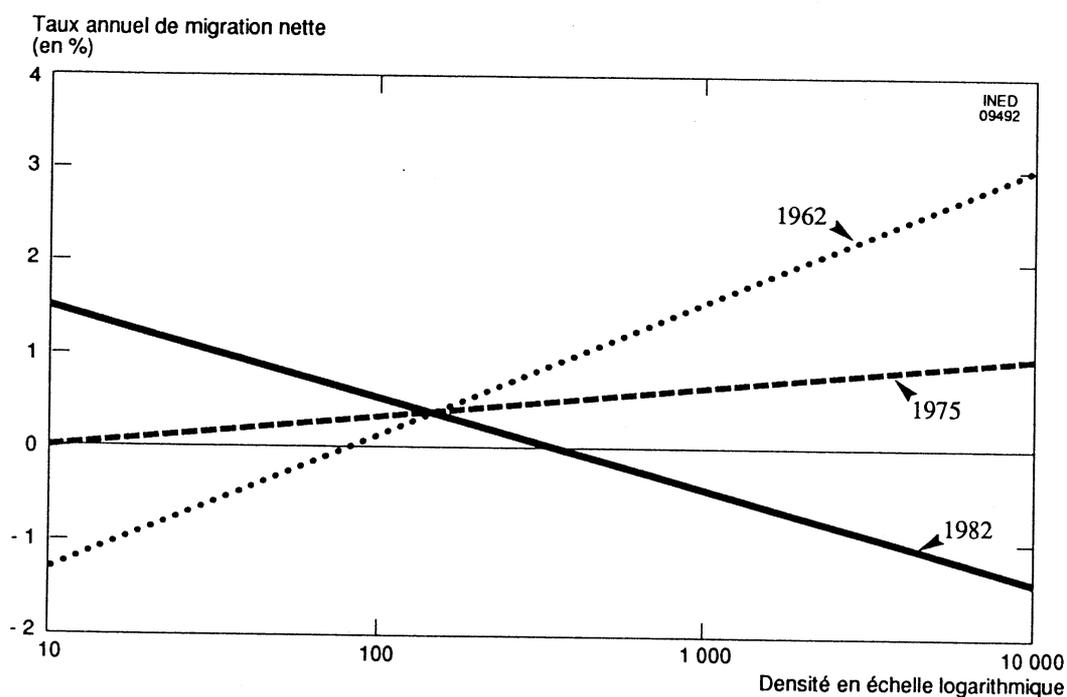


Figure 2. — Droites de régression du taux annuel de migration nette (en %) en fonction du logarithme de la densité des départements décomposés en rural et urbain (sauf la Corse) en 1962, 1975 et 1982

La figure 3 porte les courbes obtenues pour chaque recensement en reliant la migration nette au logarithme de la densité de population des diverses catégories

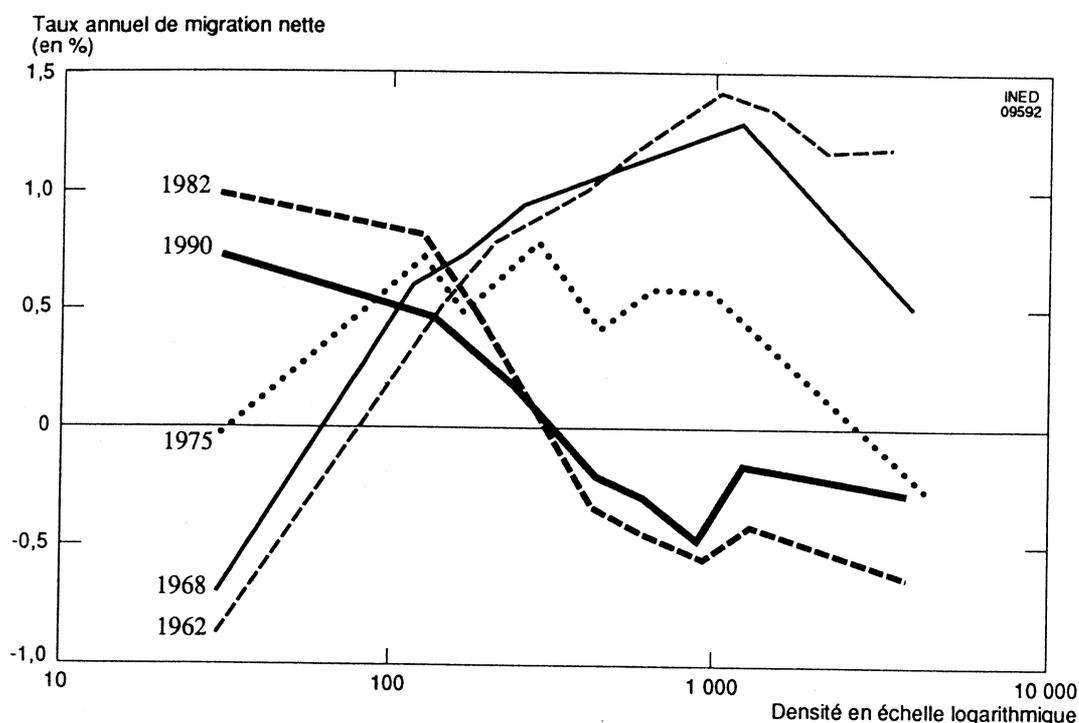


Figure 3. – Taux annuels de migration nette des communes rurales et urbaines (en %) en fonction du logarithme de la densité des diverses classes considérées de 1962 à 1990

de communes. Elle montre une évolution au cours du temps toujours du même type que pour les départements, mais cependant plus complexe. Les courbes tournent toujours autour d'un point à peu près fixe, mais on ne peut plus les considérer comme des droites. On voit apparaître un effondrement de l'agglomération parisienne, suivi par celui des grandes métropoles, suivi par celui des villes moyennes tandis que le rural voit sa migration nette augmenter et devenir positive [5]. Cependant, entre 1982 et 1990, ce cheminement s'inverse, bien que les migrations nettes gardent le même signe : diminution de l'émigration nette de l'agglomération parisienne et des grandes métropoles [2], diminution de l'immigration nette du rural et des petites villes.

D'où l'idée d'isoler diverses densités de population et de porter sur un graphique l'évolution schématique, interpolée au cours du temps, de leur migration nette. Cela conduit à la figure 4 dont la lecture devient beaucoup plus aisée. Des vagues successives apparaissent : les zones les plus densément peuplées (3 000 habitants au km²) dont la migration nette a déjà entamé sa décroissance au début de l'observation, voient celle-ci s'annuler vers 1970 pour passer par un minimum en 1978 et entamer ensuite une nouvelle croissance ; les métropoles un peu moins densément peuplées (1 000 habitants au km²) ont une migration nette maximum autour de l'année 1960 qui décroît ensuite pour s'annuler en 1975, atteindre son minimum en 1982 et croître légèrement ensuite ; les villes moyennes de densité égale à 300 habitants au km² atteignent leur migration nette maximum autour de l'année 1964, – à un niveau cependant moins élevé que les villes de plus forte densité – elles voient cette migration nette devenir nulle en 1979 et entament au-delà une nouvelle croissance pour redevenir nulle en 1986 ; les petites villes, de densité égale à 150 habitants par km², gardent tout au long de la période une migration nette pratiquement constante autour de 0,7 % par an ; enfin, le rural avec 30 habitants par km²

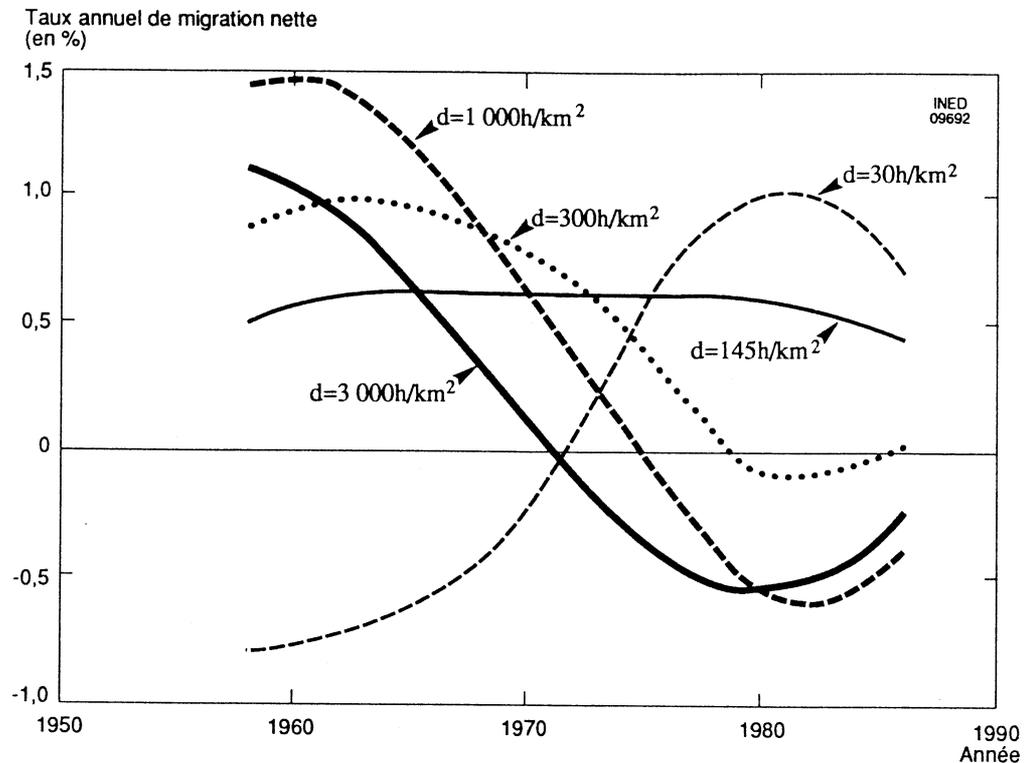


Figure 4. – Taux annuels de migration nette (en %) par densité de 1954 à 1990 (interpolations issues de la figure 3)

a une évolution parfaitement opposée à celle des villes, atteignant une migration nette nulle en 1972, un maximum autour de l'année 1982, pour décroître ensuite.

Conclusion Si la signification de la migration nette, comme une mesure de l'attraction ou de la répulsion d'une zone, est claire, celle de la densité de peuplement doit être rattachée à des notions plus complexes. Il ne peut être question dans cette courte note de discuter ce problème à fond, mais d'élaborer quelques hypothèses.

Voyons en premier lieu s'il est possible de relier de façon simple ce concept de densité à un comportement spécifique des communes centres. On sait que les villes se sont développées à partir de communes centres qui se sont étendues au cours du temps en banlieues plus ou moins proches et, ont même atteint des communes rurales dans un assez large rayon. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre, ces zones concentriques ont une densité toujours plus faible. Nous avons porté sur la figure 5 la migration nette des centres villes ainsi que celle des banlieues ou du rural, en fonction du logarithme de leur densité en 1990. On voit paraître clairement un effet propre du critère de centralité sur la migration nette, mais ce critère joue de façon très proche quelle que soit la densité des zones considérées. Si l'on remplace ces courbes par des droites de régression (en traits pleins sur la figure 5), celles-ci sont parfaitement parallèles. Il y a donc un effet de la densité indépendant du critère d'appartenance ou non à une commune centre.

Ce que nous observons sur la figure 4 correspond beaucoup plus au phénomène de diffusion des innovations qui sont apparues d'abord dans les zones très urbanisées pour se diffuser dans des aires de moins en moins densément peuplées, pour atteindre le rural le plus isolé au début des années 1980. L'électricité, le gaz,

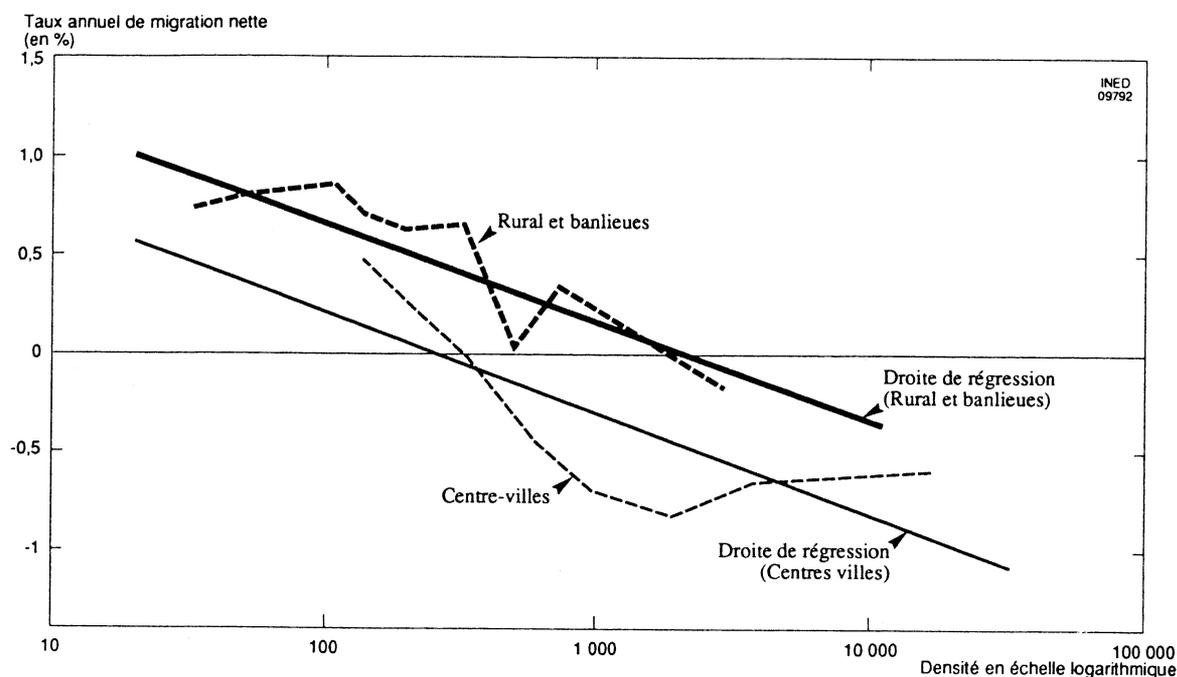


Figure 5. – Taux annuels de migration nette (en %) des centres villes et des banlieues en fonction du logarithme de la densité en 1990

la radio puis la télévision, la voiture individuelle, etc. ont rompu l'isolement de ces communes et les ont rendues attractives aux populations des grandes métropoles, puis des grandes villes, etc. Cela permet ainsi une première approche cohérente avec l'évolution de l'urbain et du rural observée. Cependant, dès les années 1980, un nouveau revirement semble se produire qui correspondrait à l'apparition de nouvelles innovations liées au passage à une économie dominée par l'information ainsi qu'à la mise en place d'un réseau de villes à l'échelon de l'Europe [6].

Notons enfin que cette évolution de type cyclique rappelle les résultats de perspectives non linéaires avec migrations, utilisant des intensités plutôt que des taux [3].

Bien entendu, il s'agit là d'hypothèses que des résultats plus détaillés à venir du recensement de 1990 permettront d'étayer. Il nous a cependant paru utile de présenter dès la parution des premiers résultats de ce recensement, certains nouveaux problèmes qu'ils permettent de poser.

Daniel COURGEAU

RÉFÉRENCES

- [1] CHAMPION, A., G., ed. (1989) – *Counterurbanization*, Edward Arnold, London.
- [2] COURGEAU, D., (1986) – « Vers un ralentissement de la déconcentration urbaine en France », *Population et Sociétés*, 200, 4.
- [3] COURGEAU, D. (1991) – « Perspectives avec migrations », *Population*, 6, 1513-1530.
- [4] FIELDING, A., J., (1982) – « Counterurbanization in Western Europe », *Progress in Planning*, 17, 1-52.
- [5] PUMAIN, D., (1983) – « Déconcentration urbaine », *Population et Sociétés*, 166, 1-4.
- [6] PUMAIN, D., FAURE, A., (1991) – « Villes et régions au rendez-vous de l'Europe », *Population et Sociétés*, 257, 1-4.